

Politique | Relation départements-métropoles, les Présidents Gleyze, Méric et Ginesy ont rencontré les Ministres



Ce mercredi 28 novembre, Alain Juppé, Jean-Luc Moudenc et Christian Estrosi, les présidents des métropoles de Bordeaux, Toulouse et Nice Côte d'Azur se félicitaient dans un communiqué de presse commun de la réponse favorable du Gouvernement à recevoir ce même jour les trois Présidents des départements concernés par le projet de réforme sur l'évolution des métropoles à dimension européenne, afin, disaient-ils « d'engager avec eux le dialogue et la pédagogie nécessaire à la réussite de cette évolution au service des citoyens ». Au sortir de la réunion, Georges Méric, Jean-Luc Gleyze et Charles-Ange Ginesy, les présidents des Conseils départementaux de Haute-Garonne, de la Gironde et des Alpes-Maritimes ont bel et bien réaffirmé leur refus d'une fusion.

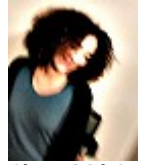
Alors qu'ils avaient sollicité un rendez-vous auprès du Président de la République le 10 septembre dernier, « c'est la première fois que les présidents des Départements potentiellement concernés par une fusion avec les Métropoles sont invités par le gouvernement à échanger sur ce dossier. Un rendez-vous très tardif alors que les présidents des Métropoles concernées ont déjà été reçus à trois reprises par le Président de la République et encore mardi 27 novembre par les ministres », ont d'abord tenu à rappeler les 3 présidents de Département. Une rencontre avec Jacqueline Gourault, Ministre de la cohésion des Territoires et des relations avec les collectivités territoriales et Sébastien Lecornu, Ministre chargé des Collectivités territoriales lors de laquelle le trio présidentiel a réaffirmé son « opposition totale à une métropolisation imposée sur leurs territoires ».

"Une sensation d'inachevé"

Une rencontre qui a également été pour les 3 présidents, l'occasion de demander au gouvernement de clarifier « au plus vite » sa position à ce sujet, tout en signalant qu'« un passage en force serait particulièrement destructeur pour les équilibres territoriaux des départements concernés (et) serait également le signe d'une méconnaissance totale de la situation et des besoins des habitants des territoires périurbains et ruraux, confrontés à d'importantes fractures sociales et territoriales. » « La fonction essentielle que jouent les Départements pour la cohésion sociale et l'équilibre des territoires, a fortiori dans les territoires disposant d'une Métropole attractive, serait irrémédiablement remise en cause. », insistent-ils d'une même voix.

Pour autant, au sortir de cette réunion, le ton n'était pas à l'optimisme : "Ce rendez-vous nous laisse une sensation

d'inachevé car nous avons été confrontés à un discours sur les vertus d'une ultra-concentration sur les Métropoles, déconnecté de la réalité des territoires et qui renforce le sentiment d'abandon et d'exclusion d'une grande partie de nos concitoyens. Nous demandons au Président de la République et au gouvernement de renoncer clairement à passer en force sur le projet de fusion entre les Métropoles et les Départements. Le gouvernement doit entendre la voix des habitants de nos territoires et des élus départementaux, mobilisés au quotidien pour faire vivre la solidarité sociale et territoriale", ont ainsi déclaré Georges Méric, Jean-Luc Gleyze, et Charles-Ange Ginesy



Solène Méric

Crédit Photo : Piotr Czarzasty
Publié sur aqui.fr le 29/11/2018
[Url de cet article](#)